

**Point de presse de la porte-parole -
Partenariat international contre
l'impunité d'utilisation d'armes
chimiques - Syrie - Situation de M.**

Salah Hamouri

(Paris, 27 février 2018)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait la déclaration et répondu aux questions suivantes :

1 - Partenariat international contre l'impunité d'utilisation d'armes chimiques

La France se félicite de l'intention annoncée par la Norvège de rejoindre le partenariat international contre l'impunité d'utilisation d'armes chimiques.

24 Etats et organisations ont d'ores et déjà souscrit à cette initiative portée par la France, lors de son lancement à Paris le 23 janvier dernier.

Ces partenaires se sont associés pour exprimer leur refus de l'impunité de ceux qui recourent à ces armes ou les développent, et rendre leurs noms publics. Nous n'acceptons pas que ces armes d'un autre âge demeurent utilisées : le recours à des armes chimiques par qui que ce soit et où que ce soit est en toutes circonstances intolérable.

2 - Syrie

Q - Bonjour, comment pouvez-vous commenter l'entrée en vigueur une trêve humanitaire en Ghouta Est?

R - Je vous renvoie aux propos tenus par le ministre ce jour à Moscou.

3 - Situation de M. Salah Hamouri

Q - L'avocat franco-palestinien, Salah Hamouri est en détention administrative en Israël depuis six mois sans qu'aucune des charges retenues contre lui ne lui ait été mentionnée ni même à ses avocats. Cette détention devait se terminer le 28 février. Mais le 26 février, le ministre israélien de la Défense, Avigdor Liberman, a signé un nouvel ordre de détention administrative de quatre mois. Le président Emmanuel Macron est intervenu auprès de Benjamin Netanyahu, le 10 décembre dernier. Le Premier ministre israélien semble répondre

au président de la République française par le mépris.

La France demande-t-elle la libération immédiate et sans condition de notre compatriote Salah Hamouri comme elle l'a su le faire publiquement et récemment concernant d'autres ressortissants français, notamment en Turquie?

Au-delà des simples déclarations concernant la détention administrative, la France est-elle prête à tout mettre en oeuvre pour forcer Israël à libérer Salah Hamouri?

R - Comme la ministre chargée des affaires européennes l'a rappelé, notre compatriote bénéficie, comme tous les Français emprisonnés à travers le monde, de la protection consulaire, conformément à la convention de Vienne. Il a pu recevoir, à ce titre, des visites régulières des autorités consulaires françaises, dont la dernière a été effectuée le 15 février 2018. Nous avons signalé aux autorités israéliennes toute l'attention que nous portons à sa situation, et nous avons fait part de notre préoccupation face au recours extensif à la détention administrative.

Nous regrettons la décision du ministère de la défense israélien de prolonger la détention administrative de M. Salah Hamouri. Alors que le tribunal de district de Jérusalem doit se prononcer sur cette décision très prochainement, nous réitérons notre demande que l'ensemble des droits de M. Salah Hamouri soient respectés, et continuons à espérer sa libération rapide./.